

06.02.2020 - 09:00 Uhr

Nouvelle prise de position sur la migration et le développement / En matière de migration, Caritas réclame une politique extérieure humaine et adaptée aux causes

Luzern (ots) -

La précarité reste de mise en Libye et en Bosnie, en Méditerranée ou dans les îles grecques de la mer Égée. L'Union européenne (UE) est loin d'avoir trouvé une solution à la crise des réfugiés et des migrants. La Suisse ne peut pas se soustraire à sa responsabilité. Elle doit mener, en matière de migration, une politique extérieure humaine et cohérente, qui se soucie des causes. Dans sa nouvelle prise de position, Caritas Suisse fait des propositions dans ce sens.

La Suisse poursuit depuis plusieurs années une politique extérieure active en matière de migration. Face aux tragédies humanitaires qui perdurent dans les pays d'Afrique du Nord, dans la région du Sahel, au large de la Libye et en mer Égée, Caritas estime que l'aide humanitaire, ainsi que la protection des femmes, des hommes et des enfants, doivent être la préoccupation première, durant la migration aussi bien que dans les pays d'origine. La politique extérieure de la Suisse en matière de migration doit aussi contribuer à sécuriser les mouvements migratoires internationaux et à les réguler en conséquence. Il faut agir sur les causes de la migration involontaire en créant de meilleures perspectives dans les pays d'origine, notamment grâce à une forte coopération au développement.

Il est réducteur et problématique de croire que la politique extérieure de la Confédération en matière de migration doit servir à dissuader les migrants de chercher à fuir la pauvreté et à rapatrier ceux qui sont venus chercher du travail chez nous. Les fonds de la DDC ou d'autres moyens destinés au développement ne doivent pas être conditionnés au retour des migrants dans leurs pays d'origine. Ils ne sauraient non plus être proposés en contrepartie de contrôles répressifs aux frontières et d'autres mesures visant à empêcher la migration. Il n'est pas question d'accorder un soutien financier et matériel aux autocrates africains, ni par la voie bilatérale ni en coopération avec l'UE, pour qu'ils empêchent par la violence leurs populations de migrer.

Dans sa nouvelle prise de position intitulée « Gérer la migration et promouvoir le développement » (<http://ots.ch/20QtTE>), Caritas demande que la Suisse exprime une opposition aussi véhémente que visible à la déshumanisation de la politique migratoire internationale. Elle doit résister à la tendance internationale à instrumentaliser la politique de développement au service de la politique de sécurité. En vertu de sa tradition humanitaire et dans son propre intérêt, la Suisse doit mener une politique extérieure cohérente en matière de migration, dans une vision à long terme, et qui tienne compte des causes, afin de favoriser les possibilités de vie et de développement des habitants des pays pauvres et de promouvoir un développement pacifique et durable sur le plan mondial.

Contact:

Fabrice Boulé, responsable de la communication pour la Suisse romande, se tient à votre disposition pour de plus amples informations au 041 419 23 36, courriel fboule@caritas.ch.

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100000088/100841244> abgerufen werden.